Les OGM, ou comment un projet éléphantesque accouche d'une souris

Au Grenelle de l'environnement, la commission sur les OGM, présidée par le Sénateur J-F. Le Grand, a été un lieu de vifs débats qui ont abouti à la conclusion qu'étant donné l'état actuel des connaissances scientifiques, la Loi visant à transcrire la directive européenne de 2001 sur les OGM dans le droit français, devra respecter un vrai principe de précaution.

La commission du sénateur Le Grand, en accord avec le gouvernement, a alors présenté un projet de Loi au Sénat qui l'a largement amendé en 1ère lecture (février), sous la houlette du sénateur J. Bizet : le projet faisait désormais la part belle aux producteurs d'OGM : on passait de « la liberté de consommer et de produire sans OGM » à « la liberté de consommer et de produire avec ou sans OGM ». Puis, ce texte a été adopté par l'Assemblée nationale (à une courte majorité mais avec plus de 100 abstentions!) avec un amendement dit « Chassaigne » visant à préserver les cultures bio, AOC et label rouge - seul amendement pouvant rappeler que la coexistence des cultures de qualité avec les OGM demande un minimum de précaution.
Mercredi 16 avril, dans la nuit, le Sénat a adopté, en 2de lecture, la « Loi sur la coexistence des cultures avec et sans OGM ». L'amendement « Chassaigne » proposé par l'Assemblée a été vidé de son contenu par un « sous-amendement » qui se refuse à préciser ce qu'est le « sans-OGM ». Ce fut la seule modification adoptée par le Sénat. Les positions très rigides de M. Bizet clairement soutenues par les membres du gouvernement présents (J.L. Borloo, M. Barnier et N. Kosciusko-Morizet) ont amené les divers sénateurs de gauche et verts à quitter l'hémicycle en dénonçant un manque évident de dialogue et de démocratie au Sénat.
La Loi doit encore passer devant l'Assemblée pour une adoption définitive.

Ce texte a été sujet à débats internes, controverses et éviction de certaines propositions ou personnes. Mme Kosciusko-Morizet a été amenée à défendre le projet de Loi sans le soutien de son gouvernement ni de l'Elysée. Quelques sénateurs de l'UMP ont également été « remis à leur place » comme Mme Keller au Sénat. Rappelons que le sénateur Le Grand avait été progressivement évincé des débats au Sénat en 1ère lecture. Peu avant le passage de la Loi à l'assemblée nationale, il a eu le courage de dire que certains sénateurs avaient été directement « actionnés » par les semenciers. Lynché par ses pairs, il a préféré ne pas assister à la 2de lecture.

Les OGM sont sujets à polémique car ils sont encore mal connus – et ce volontairement.
Il y a 2 types d'OGM, les « médicamenteux », dont l'élaboration n'a pas besoin d'essai en plein champs, et les « commerciaux ». La Loi adoptée ne fait pas la différence. Or, un essai en plein champs a un objectif commercial et non de santé. Les semences issues de ces essais seront au final vendues à des agriculteurs mais pas à des médecins ! Je ne rentre pas dans la prise d'otages des paysans via les brevets des semences. C'est un hold-up économique, une stratégie de mise en esclavage évidente très bien décrite par Mme Robin dans « le Monde selon Monsanto ».

L'Homme a toujours modifié la nature à son profit, pour améliorer sa survie. Les semences hybrides en sont un exemple évident. On prend telle et telle fraise, on les « marrie » et on en fait un type de fraise qui nous convient. Avec les OGM, on ne joue plus « entre fraises », on transgresse la barrière des espèces. On s'imagine pouvoir produire des vies avec la Vie. Mais nous ne maîtrisons pas les abeilles, ni le vent. Les graines iront où bon leur semble et les pollens contamineront les plantes « sœurs » (blé et épeautre par ex.). Nous jouons aux apprentis sorciers et ne maîtriserons pas les conséquences de nos actes (d'autant que les OGM ne concernent plus seulement le végétal. On joue avec les animaux. Bientôt l'humain?).

Et si un jour, on « découvre » que ce « progrès » scientifique est dangereux pour la santé, que fera t'on ? machine arrière ? comment ? en supprimant toutes les semences et cultures OGM existant dans le monde ? ce dilemme sera gravissime car il demandera de choisir entre l'alimentation des générations actuelles et la survie des générations futures. Tenir l'alimentation en son pouvoir, c'est tenir le monde entier entre ses mains. Les OGM dans l'alimentation sont, en l'état actuel des connaissances, un crime potentiel contre l'humanité (et contre la nature bien sûr).
La recherche est actuellement bridée mais devant certaines découvertes, des lanceurs d'alerte de tous pays, demandent des précautions avant une prise de décisions hâtive. En 1923, Rudolf Steiner avait décrit les conséquences neurologiques d'une alimentation carnée chez la vache. Si on l'avait écouté, aurait-on mis en place un système pareil qui nous a conduit à la fameuse « vache folle » ? On connaissait les risques. On l'a fait quand même. Idem pour d'autres « progrès scientifiques » comme l'amiante.
Les arguments philanthropiques (diminution des pesticides, réduction de la famine…) en faveur des OGM sont une imposture et il est capital d'en prendre conscience et d'en faire prendre conscience.

La France a basé sa réputation mondiale sur la qualité de son alimentation et devrait s'en servir pour défendre une agriculture qualitative et variée, pour elle mais aussi via l'Europe dont elle aura la présidence dans moins de 3 mois. Les dernières décisions du Parlement, soutenues par le gouvernement, vont à contresens.

Laureline Lesselingue, chargée de communication.

Suite……

On ne peut s'empêcher de se demander…comment en est on arrivé là après tant d'enthousiasme et d'engagements sur le principe de précaution pris pendant le grenelle?
Pour ce qui est de la "dégringolade" des objectifs, je vous propose de visionner ce reportage passé sur la chaîne LCP - Public sénat, passionnant : « les dessous de la Loi » sur la mise en place de cette loi et le retournement de la situation (45 minutes. Prenez le temps, c'est très très instructif et à lui seul le reportage résume tout le débat et l'inversion de ses conclusions.)
http://www.publicsenat.fr/cms/video-a-la-demande/vod.html?idE=56977

On en vient aussi à douter de notre démocratie : pourquoi la grande majorité des français et des agriculteurs sont à présent pris en otages par une poignée de députés et de sénateurs NON représentatifs qui nient les actions et manifestations de leurs citoyens (qui ne veulent pas d'OGM dans leur assiette ni dans leur environnement !!!) - des élus qui osent même traiter les pétitions citoyennes de "lobbies" (cf. B. Accoyer, Pdt de l'assemblée nationale)?!
Pour connaître la position de votre débuté, allez vérifier d'un simple clic sur la carte :
http://lesverts.fr/article.php3?id_article=3873

Et surtout on se demande ce que l'on peut encore faire pour inverser la tendance, alors que tout semble désespéré…

- Le « lobby » citoyen existe toujours.
  Voici 2 pétitions en bas de page, pour rappeler les sénateurs à leurs responsabilités et soutenir le commissaire européen Stavros Dimas en charge de l'environnement devant une commission plus que favorable aux OGM.
  Nous ne devons pas lâcher cette pression démocratique.
  Rappelons nous que ce ne sont ni Robespierre, Danton ou d'autres "révolutionnaires" qui ont pris la Bastille mais le peuple, que c'est la résistance populaire qui a mis en défaut les nazis en France et que c'est le peuple qui était dans la rue pour clamer la défense des droits de l'homme à Paris la semaine dernière. Tous ces mouvements finissent par être récupérés par des leaders mais il faut atteindre une masse critique de protestation et de résistance.

- J'estime aussi pour ma part que la meilleure des résistances est de transmettre l'information afin de faire savoir ce qui se passe mais aussi, et surtout, afin de faire comprendre à nos amis, notre famille, nos collègues, nos voisins que la naïveté est suicidaire et que ceux qui nous gouvernent ne veulent pas forcément nous protéger… (rappelons nous qu'Hitler a été élu! ... et Berlusconi aussi, 3 fois!)

- Enfin, peut être devons nous peser de tout notre poids en tant que consommateurs sur les marques, les distributeurs, les producteurs et s'organiser dans ce sens. En tous cas, nous pouvons toujours demander à nos commerçants de certifier leur pain "sans OGM", leurs tomates, leur steacks... sinon, on les achètera ailleurs.

Pour terminer, voici un débat instructif, qui résume les questions sur les OGM, leurs dangers, leurs potentialités. Un débat très concret. Branchez vous sur Internet et ré-écoutez l'émission "du grain à moudre" sur France Culture du mercredi 16 avril à 17h : le thème était "la dissémination des OGM est-elle un vrai danger?".
http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/grain/

Laureline Lesselingue, chargée de communication

Pétition européenne :
Fin octobre, le Commissaire européen à l'Environnement, Stavros Dimas, s'est courageusement opposé aux grandes compagnies de l'agrobusiness en proposant l'interdiction de la culture de deux maïs OGM (le Bt11 et le 1507) développés par les firmes Syngenta et Pioneer/Dow.
Des scientifiques ont en effet démontré que la culture de ces OGM censés combattre des insectes nuisibles au maïs pouvait provoquer des conséquences graves, notamment sur des insectes non nuisibles du maïs, comme le papillon monarque ou sur des "organismes non ciblés" comme des oiseaux. Récemment, il a également été prouvé que les écosystèmes aquatiques pouvaient aussi être affectés.
Si la proposition de Dimas était adoptée, il s'agirait d'un véritable tournant. Très favorable aux OGM, la Commission a jusqu'à présent toujours donné son feu vert aux demandes d'autorisation d'OGM Et les autres Commissaires européens, par peur de froisser les puissants intérêts pro-OGM, notamment américains, risquent de s'opposer à l'initiative courageuse de Stavros Dimas. Mais celui-ci vient de confirmer publiquement sa position. « Le risque est trop élevé pour l'environnement selon plusieurs études scientifiques récentes, a indiqué M. Dimas à Bruxelles le 22 novembre. J'envisage de donner un avis négatif pour la demande d'autorisation. »
Il faut absolument soutenir la position prise par Stravros Dimas, qui, si elle est adoptée par la Commission européenne, sera le premier rejet d'OGM dans l'histoire de la Commission européenne et représentera un pas décisif pour une Europe sans OGM. Une mobilisation massive est nécessaire pour cette opportunité historique !
Cap sur les 100 000 signatures !
Le plus grand nombre possible d'Européens doivent interpeller la Commission européenne pour que la santé publique et l'environnement priment sur les intérêts de quelques multinationales et que les maïs Bt11 et 1507 ne soient pas autorisés.
Signez et faites signer la pétition à destination de Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, et aux Commissaires Dimas, Kyprianou (consommateurs) , Fischer-Boel (agriculture) et Barrot (transports) . Plus de 75 000 européens l'ont déjà signée en quelques semaines, dont 10 000 en France... La pétition française s'adresse également à Jacques Barrot, Commissaire européen aux transports, car il votera également sur la proposition de Stravros Dimas et doit tenir compte de l'avis des citoyens français et de la nouvelle ligne politique française sur les OGM à l'issue du Grenelle de l'environnement.
Signez la pétition : http://write-a-letter.greenpeace.org/332

Pétition aux sénateurs : L'Appel du « Comité 252 »
Suite à la déclaration de François Fillon indiquant que le gouvernement souhaite bel et bien supprimer l'amendement 252 voté par l'Assemblée Nationale (ajoutant à l'article 1 du projet de loi sur les OGM que ces organismes ne peuvent être cultivés que dans le respect « des structures agricoles, des écosystèmes locaux, et des filières de production et commerciales qualifiées "sans organismes génétiquement modifiés" et en toute transparence ».) lors de la seconde lecture du projet de loi sur les OGM au Sénat la semaine prochaine, il est urgent de recueillir le plus grand nombre de signatures.
Si vous désirez signer l'appel du "comité 252" directement en ligne: http://petition2.yeppa.org/index.php
Source: bulletin du CRDD